

# COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



## NEWSLETTER

**N° 159**  
**Avril 2014**

**Newsletter de la CSSF**

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF  
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)

### RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté un nouvel agent. Cet agent a été affecté au service suivant :

#### **Systèmes d'informations et surveillance des PSF de support**

Stéphane BLACHE

La CSSF compte 509 agents, dont 259 hommes et 250 femmes au 10 avril 2014.

### REGLEMENTATION EUROPEENNE

#### ■ INSTITUTIONS DE RETRAITE PROFESSIONNELLE

Dans le cadre de la révision de la directive [2003/41/CE](#) (directive IRP), la Commission européenne a adopté le 27 mars 2014 une proposition législative établissant de nouvelles règles sur les institutions de retraite professionnelle (IRP) ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/pensions/directive/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/pensions/directive/index_fr.htm)).

### SANCTIONS

#### ■ PROFESSION DE L'AUDIT

En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF, en date du 5 mars 2014, a prononcé, à l'encontre de M. Jean-Philippe BACHELET, une amende administrative de 10.000 EUR pour violation des prescriptions légales et réglementaires. L'amende est publiée en vertu de l'article 71 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

### AVERTISSEMENTS

#### ■ AVERTISSEMENT PUBLIE PAR L'AUTORITE BRITANNIQUE (FCA) CONCERNANT LES ACTIVITES D'UNE ENTITE DENOMMEE GLOBAL INTERMEDIATE FINANCE / THE GIF GROUP

Cet avertissement est disponible en anglais sur notre site Internet à l'adresse :

<http://www.cssf.lu/protection-consommateurs-financiers/avertissements/news-cat/116/>.

#### ■ AVERTISSEMENTS PUBLIES PAR L'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_alerts/](http://www.iosco.org/investor_alerts/).

## COMMUNIQUE

### ■ DOCUMENT DE DISCUSSION DE L'AEMF (ESMA) SUR LE PROJET DE NORMES TECHNIQUES EN MATIERE DE REGLEMENT AMELIORANT LES MECANISMES DE COMPENSATION ET REGLEMENT LIVRAISON ET LES DCT

#### Communiqué du 31 mars 2014

AEMF : Document de discussion concernant le projet de normes techniques de réglementation à prendre dans le cadre du Règlement européen améliorant les mécanismes de compensation et règlement livraison dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres ([www.esma.europa.eu](http://www.esma.europa.eu)).

Les commentaires sur le document de discussion soumis à consultation doivent être transmis pour le **22 mai 2014**.

Une discussion publique aura lieu le lundi, **14 avril 2014** (<http://www.esma.europa.eu/hearing/>).

## COMMUNIQUES DE PRESSE

### ■ RECOMMANDATIONS DU COMITE DE BALE SUR LE CONTRÔLE BANCAIRE (CBCB) SUR L'AUDIT EXTERNE DES BANQUES (« EXTERNAL AUDITS OF BANKS »)

#### Communiqué de presse 14/24 du 1<sup>er</sup> avril 2014 (uniquement en anglais)

The CSSF would like to inform that the Basel Committee for Banking Supervision (BCBS) has published its new guidance on "External audits of banks" on 31 March 2014. This new document enhances and supersedes the BCBS' former guidance "The relationship between banking supervisors and banks' external auditors" (2002) and "External audit quality and banking supervision" (2008).

Since banks play a central role in contributing to financial stability, the markets need confidence in the quality of external audits of banks' financial statements. The guidance describes supervisory expectations regarding audit quality and how that relates to the work of the external auditor and of the Audit Committee in a bank.

The document can be accessed by the following link: <http://www.bis.org/publ/bcbs280.htm>.

### ■ PUBLICATIONS RÉCENTES DE L'AEMF (ESMA)

#### Communiqué de presse 14/23 du 1<sup>er</sup> avril 2014 (uniquement en anglais)

The CSSF informs on publications recently made by the European Securities and Markets Authority (ESMA) that are available on the following website: <http://www.esma.europa.eu/page/Investment-management-0>

#### I. AIFMD regulations

Final report on "Technical advice to the European Commission on the information that competent authorities should provide to ESMA pursuant to Article 67(3) of the AIFMD" (Ref.: 2014/312)

- Q&A on "Application of the EuSEF and EuVECA Regulations" (Ref.: 2014/311)
- "AIFMD reporting IT technical guidance (rev 3) [updated]" (Ref.: 2013/1358)
- "AIFMD - Reporting - XML documents - V1.2 [updated]" (Ref.: 2013/1361)
- Q&A on "Application of the AIFMD" (Ref.: 2014/296)

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### II. UCITS regulations

- "Q&A on guidelines on ETFs and other UCITS issues" (Ref.: 2014/295)
- "Final Report on Revision of Guidelines ETFs and other UCITS issues" (Ref.: 2014/294)

### ■ CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AEMF (ESMA) SUR LE PROJET DE NORMES TECHNIQUES EN MATIERE DE NOTIFICATION DE PARTICIPATIONS IMPORTANTES

#### Communiqué de presse 14/22 du 31 mars 2014

L'AEMF (ESMA) a lancé le 21 mars 2014 sa consultation publique sur le projet de normes techniques au titre de la Directive 2013/50/UE, concernant les notifications de participations importantes et la liste indicative des instruments financiers soumis à des obligations de notification.

Le projet de normes techniques en matière de notification de participations importantes traite les sujets suivants :

- La méthode de calcul du seuil de 5% relative aux exemptions concernant les portefeuilles de négociation et les teneurs de marché ;
- La méthode de calcul concernant un panier d'actions ou un indice ;
- Les méthodes de détermination du « delta » pour le calcul des droits de vote en cas d'instruments financiers permettant exclusivement un règlement en espèces ; et
- Les exemptions concernant la notification d'instruments financiers en cas d'ordres passés par des clients.

Le document de consultation propose également une liste indicative d'instruments financiers qui devraient être soumis aux obligations de notification prévues par la Directive 2004/109/CE telle que modifiée par la Directive 2013/50/UE, et décrit les procédures de mise à jour de la liste.

Le document de consultation est publié par ESMA sur son site internet sous [www.esma.europa.eu](http://www.esma.europa.eu) et accessible sur le site internet de la CSSF sous [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu), section « Emetteurs/Prospectus > Obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières > Documentation ». Les réponses sont à soumettre en ligne directement à ESMA sous « Your Input-Consultations » jusqu'au 30 mai 2014.

### ■ SITUATION EN UKRAINE – PRECISIONS

#### Communiqué de presse 14/21 du 28 mars 2014

Faisant suite à son communiqué de presse 14/15 du 28 février 2014, la CSSF informe les établissements surveillés que les autorités ukrainiennes lui ont transmis les deux listes ci-jointes ([http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués\\_2014/CP1421\\_ukraine\\_280314.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2014/CP1421_ukraine_280314.pdf)) de personnes et d'entités suspectées de participation à des activités financières illégales, y compris en matière de blanchiment.

Les établissements surveillés sont donc appelés à une vigilance renforcée à l'égard de ces personnes et tenus de procéder le cas échéant à une déclaration auprès de la cellule de renseignement financier (CRF) et à une information à la CSSF.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

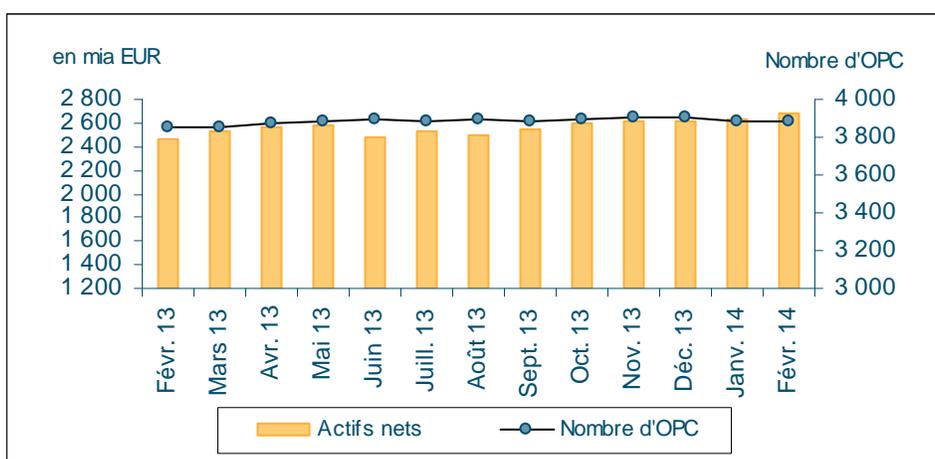
### ■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE FEVRIER 2014

Communiqué de presse 14/20 du 24 mars 2014

#### I. Situation globale

Au 28 février 2014, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.679,511 milliards contre EUR 2.623,836 milliards au 31 janvier 2014, soit une augmentation de 2,12% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 8,57%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de février une variation positive se chiffrant à EUR 55,675 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 25,164 milliards (+0,96%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 30,510 milliards (1,16%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.881 par rapport à 3.885 le mois précédent. 2.530 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.323 compartiments. En y ajoutant les 1.351 entités à structure classique, au total 13.674 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC et FIS luxembourgeois (ci-après OPC) et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de février :

A l'exception des catégories d'OPC à actions de l'Europe de l'Est et à actions japonaises, toutes les catégories d'OPC ont connu des hausses de cours sur le mois sous revue. Ce rebond des marchés d'actions par rapport à la situation en janvier résulte principalement de chiffres de croissance favorables en Europe, de résultats d'entreprises américaines positifs ainsi que de la stabilisation des tensions dans la plupart des pays émergents.

Si la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est a subi en moyenne une baisse des cours sous l'effet de la crise en Ukraine, la catégorie d'OPC à actions japonaises a diminué en valeur suite à des chiffres économiques inférieurs aux attentes. La dépréciation du Yen par rapport à l'EUR de plus ou moins 1,7% a accentué ce mouvement de baisse.

Au mois de février, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Evolution des OPC à actions au mois de février 2014\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	2,65%	0,90%
Actions européennes	5,18%	3,44%
Actions américaines	2,50%	1,51%
Actions japonaises	-1,24%	0,34%
Actions Europe de l'Est	-0,71%	-2,61%
Actions Asie	1,18%	-3,08%
Actions Amérique latine	0,47%	-5,41%
Actions autres	1,98%	-0,63%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Sous l'effet des tensions politiques en Ukraine, les rendements des obligations d'Etat de la zone Euro et des Etats Unis ont, de façon générale, connu une légère baisse vu leur rôle de valeurs refuges face à un climat d'incertitude accrue. Les écarts de taux entre les pays à faible et haute notation de la zone Euro se sont par ailleurs resserrés suite à une demande accrue pour les obligations des Etats de la périphérie de la zone Euro. Sur le marché des obligations privées, on a également pu constater en moyenne une augmentation des cours suite à une réduction de primes de risque.

Les cours des catégories d'OPC à obligations libellées en EUR et en USD ont ainsi globalement augmenté. Face à une dépréciation de l'USD par rapport à l'EUR d'environ 2%, la catégorie à obligations libellées en USD a néanmoins clôturé le mois sous revue avec une diminution des cours exprimés en EUR.

Les primes de risque sur les obligations des pays émergents se sont réduites face à une stabilisation au niveau des devises et des flux de capitaux sortants. Partant, la catégorie d'OPC à obligations de marchés émergents a terminé le mois de février en moyenne avec des gains de cours.

Au mois de février, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

### Evolution des OPC à revenu fixe au mois de février 2014\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	0,04%	0,34%
Marché monétaire en USD	-2,15%	4,30%
Marché monétaire marché global	-0,30%	-1,12%
Obligations libellées en EUR	0,57%	1,30%
Obligations libellées en USD	-0,78%	9,66%
Obligations marché global	0,29%	-0,06%
Obligations marchés émergents	1,06%	-2,98%
Obligations High Yield	0,31%	1,98%
Autres	0,92%	0,81%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

### OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de février 2014\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	1,19%	1,73%
Fonds de Fonds	1,11%	0,35%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la loi de 2010 et des FIS selon la loi de 2007

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2011	1.870	1.655,509 €	601	201,671 €	1.374	239,332 €	3.845	2.096,512 €
31/01/2012	1.856	1.709,460 €	594	202,915 €	1.387	244,706 €	3.837	2.157,081 €
29/02/2012	1.854	1.750,218 €	591	203,540 €	1.402	249,401 €	3.847	2.203,159 €
31/03/2012	1.860	1.762,166 €	587	202,875 €	1.419	252,165 €	3.866	2.217,206 €
30/04/2012	1.858	1.768,717 €	583	203,300 €	1.431	253,583 €	3.872	2.225,600 €
31/05/2012	1.859	1.750,722 €	582	203,715 €	1.433	257,590 €	3.874	2.212,027 €
30/06/2012	1.841	1.762,870 €	581	202,440 €	1.445	259,169 €	3.867	2.224,479 €
31/07/2012	1.835	1.823,366 €	576	207,093 €	1.453	266,258 €	3.864	2.296,717 €
31/08/2012	1.834	1.825,035 €	573	204,103 €	1.465	266,261 €	3.872	2.295,399 €
30/09/2012	1.827	1.845,500 €	567	201,592 €	1.472	267,356 €	3.866	2.314,448 €
31/10/2012	1.820	1.860,241 €	563	199,842 €	1.485	269,566 €	3.868	2.329,649 €
30/11/2012	1.815	1.891,001 €	561	196,886 €	1.487	271,835 €	3.863	2.359,722 €
31/12/2012	1.801	1.913,089 €	555	193,769 €	1.485	276,968 €	3.841	2.383,826 €
31/01/2013	1.803	1.936,513 €	550	191,354 €	1.487	278,061 €	3.840	2.405,928 €
28/02/2013	1.809	1.990,596 €	548	194,399 €	1.492	283,075 €	3.849	2.468,070 €
31/03/2013	1.806	2.038,580 €	543	199,556 €	1.505	290,784 €	3.854	2.528,920 €
30/04/2013	1.818	2.068,815 €	542	201,405 €	1.511	295,036 €	3.871	2.565,256 €
31/05/2013	1.817	2.086,281 €	541	202,228 €	1.526	295,590 €	3.884	2.584,099 €
30/06/2013	1.815	2.004,275 €	541	197,248 €	1.534	285,061 €	3.890	2.486,584 €
31/07/2013	1.804	2.038,269 €	543	197,344 €	1.537	287,573 €	3.884	2.523,186 €
31/08/2013	1.806	2.014,560 €	539	196,025 €	1.549	288,254 €	3.894	2.498,839 €
30/09/2013	1.807	2.047,112 €	534	195,663 €	1.543	296,425 €	3.884	2.539,200 €
31/10/2013	1.806	2.089,408 €	529	194,796 €	1.555	305,924 €	3.890	2.590,128 €
30/11/2013	1.815	2.107,898 €	526	191,211 €	1.562	308,619 €	3.903	2.607,728 €
31/12/2013	1.817	2.121,458 €	523	187,380 €	1.562	306,525 €	3.902	2.615,363 €
31/01/2014	1.817	2.128,746 €	518	186,766 €	1.550	308,324 €	3.885	2.623,836 €
28/02/2014	1.823	2.182,477 €	515	186,477 €	1.543	310,557 €	3.881	2.679,511 €

#### ■ MISE A JOUR DU « APPLICATION QUESTIONNAIRE FOR THE SET UP OF A FULLY LICENSED ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGER »

##### Communiqué de presse 14/19 du 20 mars 2014

La CSSF informe qu'une mise à jour du « Application Questionnaire for the set up of a fully licensed Alternative Investment Fund Manager » (uniquement disponible en anglais) concernant la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs a été publiée sur son site Internet (version du 20 mars 2014).

#### ■ MISE A JOUR DES QUESTIONS/REPONSES SUR LES GESTIONNAIRES DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS

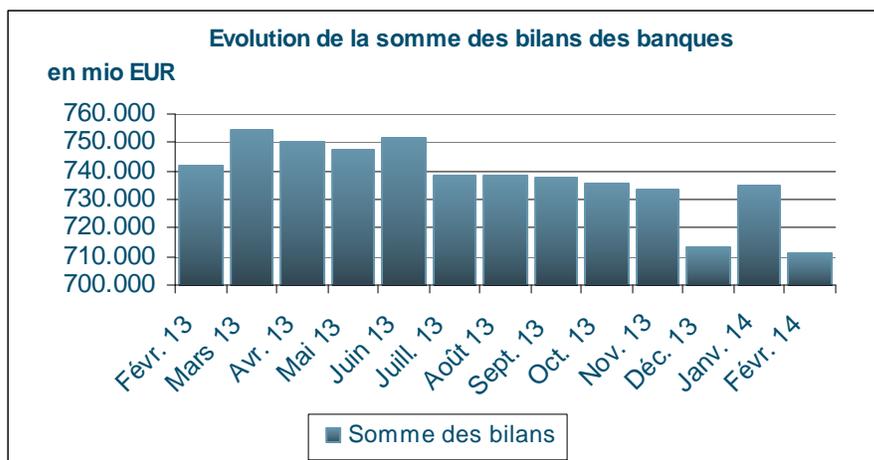
##### Communiqué de presse 14/18 du 17 mars 2014

La CSSF informe qu'une mise à jour des Questions/Réponses (uniquement disponibles en anglais) concernant la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs a été publiée sur son site Internet (version 6, 17 mars 2014).

## STATISTIQUES

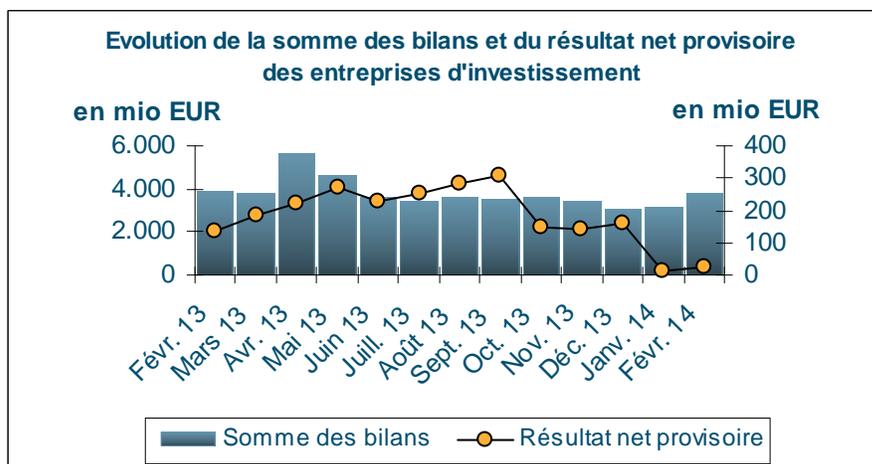
### BANQUES

Somme des bilans des banques au 28 février 2014 en baisse



### ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

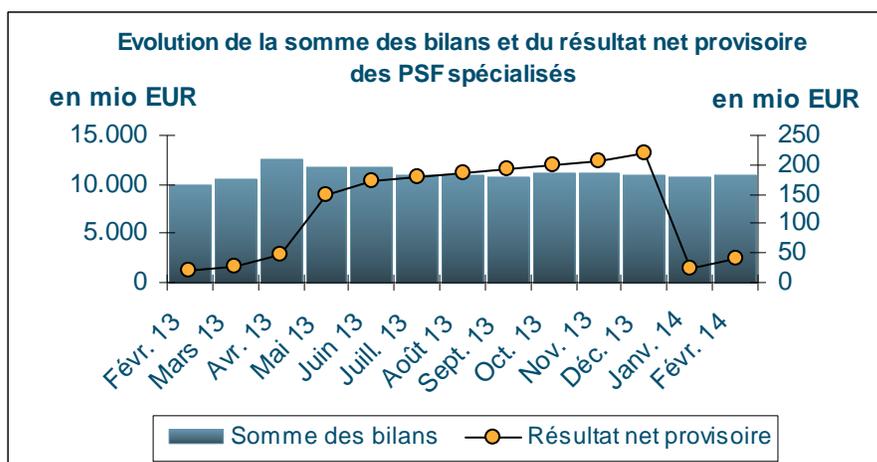
Somme des bilans des entreprises d'investissement au 28 février 2014 en hausse



## Commission de Surveillance du Secteur Financier

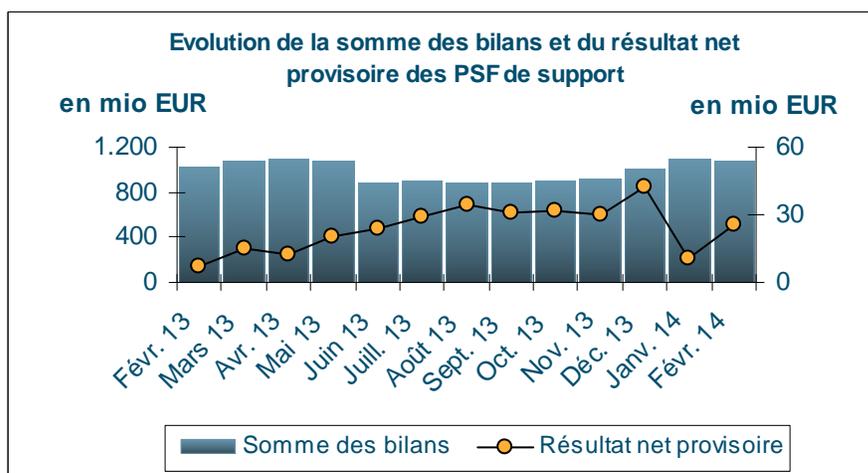
### ■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 28 février 2014 en hausse



### ■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 28 février 2014 en baisse



### ■ SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la SICAR suivante a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- ACAL PRIVATE EQUITY - SICAR S.C.A., 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg

Au 3 avril 2014, le nombre de **SICAR** inscrites sur la liste officielle s'élevait à **281** unités.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ FONDS DE PENSION ET ORGANISMES DE TITRISATION

Au 11 avril 2014, **14 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, **15 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

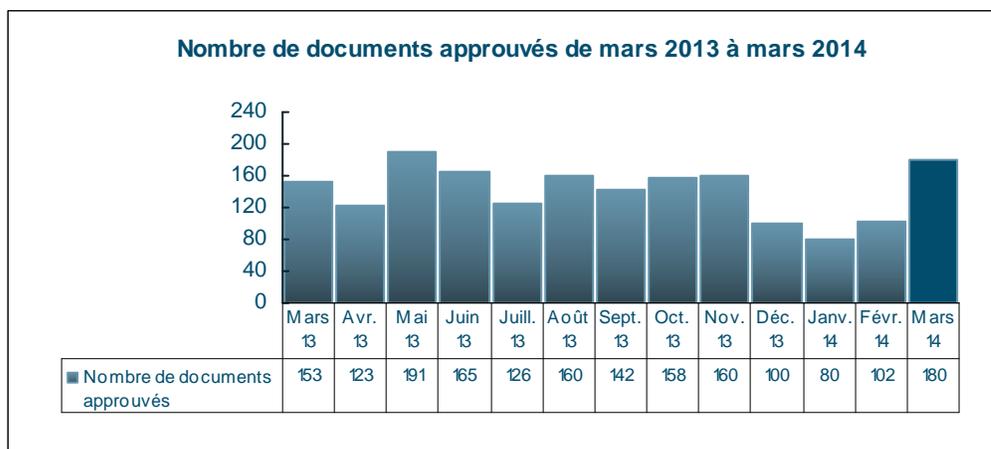
Le nombre des **organismes de titrisation** agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **31 unités** au 8 avril 2014.

### ■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 mars 2014, 71 cabinets de révision agréés et 227 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 47 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

### ■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

#### 1. Approbation par la CSSF

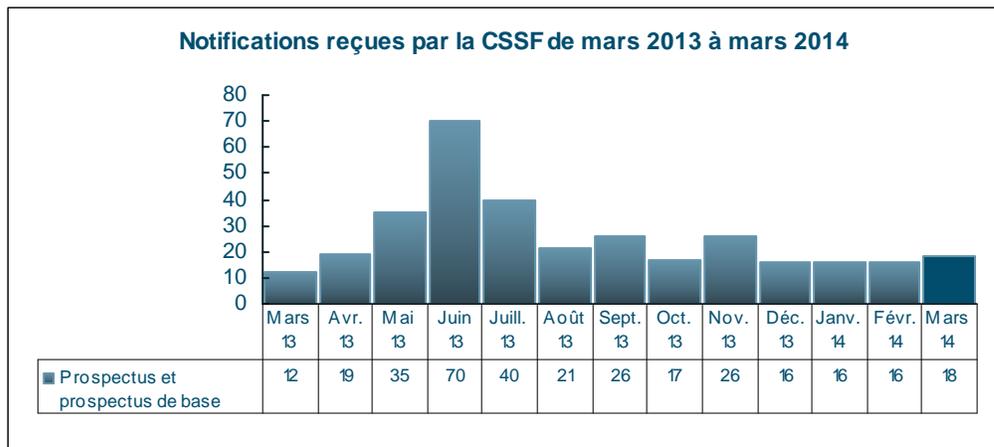


Au cours du mois de mars 2014, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 180 documents, qui se répartissent comme suit :

prospectus de base :	23	(12,78 %)
autres prospectus :	54	(30 %)
documents d'enregistrement :	1	(0,55 %)
suppléments :	102	(56,67 %)

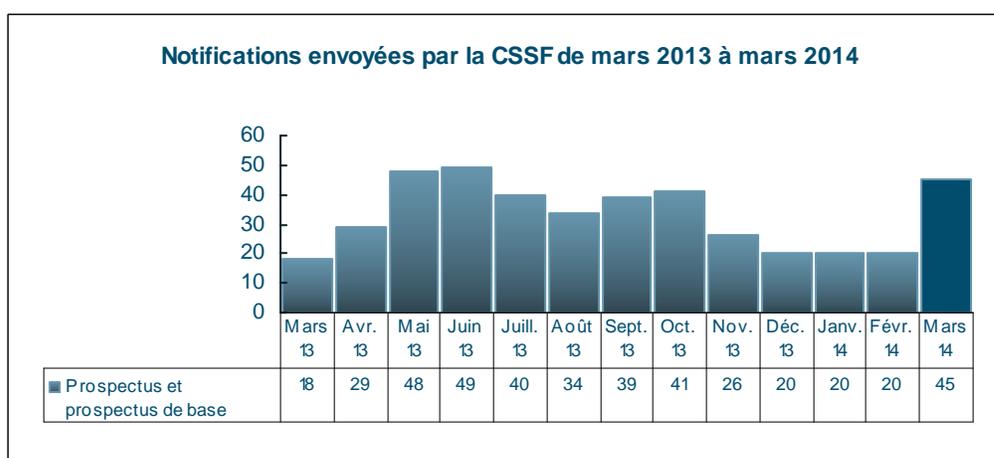
## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### 2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de mars 2014, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 18 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 74 notifications relatives à des suppléments.

### 3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de mars 2014, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 45 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 70 notifications relatives à des suppléments<sup>1</sup>.

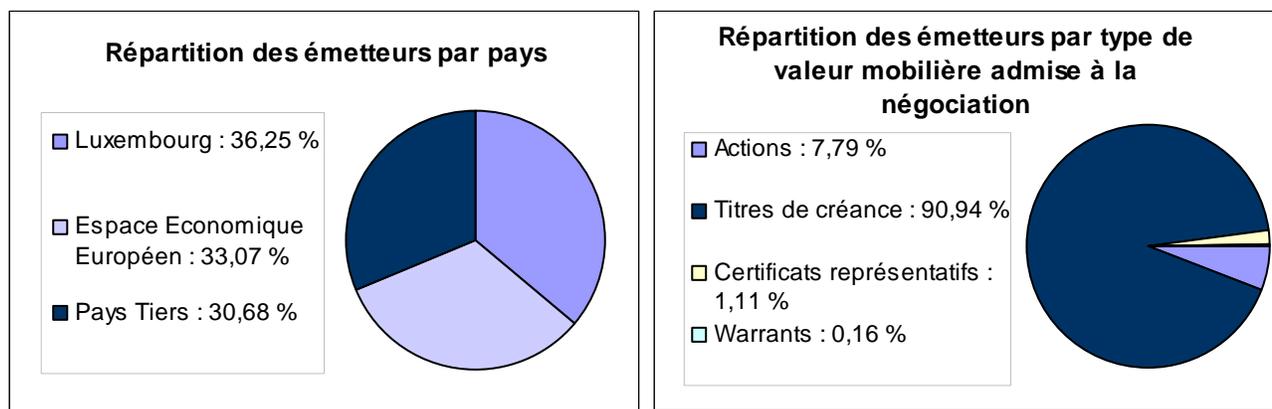
<sup>1</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 6 mars 2014, quatre émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, six émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 9 avril 2014, 629 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

#### Inscriptions :

**BANCO BTG PACTUAL, LUXEMBOURG BRANCH**  
26, boulevard Royal, 6<sup>ème</sup> étage, L-2449 Luxembourg

**RCB BANK LTD, LUXEMBOURG BRANCH**  
8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg

#### Radiation :

**LANDESBANK BERLIN INTERNATIONAL S.A.**  
30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg  
Fusion avec Landesbank Berlin AG, (Allemagne), Niederlassung Luxembourg le 27 mars 2014

### ■ LISTE DES COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING

#### Changement d'adresse :

**PRECISION CAPITAL S.A.**  
KBL Building – 12<sup>th</sup> floor, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg

### ■ LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Radiations :

**GEORGES & ASSOCIES S.A R.L.**  
34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### **LUXEMBOURG E-ARCHIVING S.A.**

4, route d'Arlon, L-8399 Windhof

Fusion par absorption par le PSF de support VICTOR BUCK SERVICES S.A. avec effet au 28 février 2014

### **Changement de statut :**

#### **MONTEREY ASSET MANAGEMENT S.A.**

40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Abandon de statut : preneur d'instruments financiers sans engagement ferme

### **Changement de dénomination et d'adresse :**

NETCORE PSF S.A. a changé sa dénomination en

#### **POST TELECOM PSF S.A.**

1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg

### **Changements d'adresse :**

#### **CENTURIA CAPITAL LUXEMBOURG S.A.**

15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange

#### **INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A R.L.**

Vertigo Naos Building – 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

#### **IPES (LUXEMBOURG) S.A.**

2-8, avenue Charles de Gaulle (Entrée C), L-1653 Luxembourg

## ■ LISTE DES ETABLISSEMENTS DE PAIEMENT

### **Inscription :**

#### **CYBERSERVICES EUROPE S.A.**

34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

### **Changement d'adresse :**

#### **CYBERSERVICES EUROPE S.A.**

127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

### **Radiation :**

#### **DINERS CLUB BENEFLUX S.A.**

33, avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

## ■ LISTE DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

### **Inscription :**

#### **IPAY INTERNARTIONAL S.A.**

10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ LISTES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC) ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES (FIS)

#### Inscriptions :

Durant le mois de référence, les vingt-sept organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

#### ■ OPC partie I Loi 2010 :

**AEGON GLOBAL FUNDS**

31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange

**AMP CAPITAL FUNDS, SICAV**

287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

**AZURE**

5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**B&B FUND SOLUTIONS (LUX)**

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**COELI SICAV I**

370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

**DSM CAPITAL PARTNERS FUNDS**

2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

**OCLANER FUNDS SICAV**

33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange

**PEACOCK EUROPEAN ALPHA BUILDER UI**

18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**PERGAM FUNDS**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**RASMALA INVESTMENT FUNDS**

11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

**THEAM QUANT**

33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange

**WHITE FLEET II**

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**WHITE FLEET III**

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

#### ■ OPC partie II Loi 2010 :

**SEF SICAV PART II**

65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

#### ■ FIS :

**CHARLEMAGNE OPPORTUNITIES S.C.A. SICAV-SIF**

20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

**FAIR PLAY CAPITAL SICAV SIF S.A.**

11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

**FAST FIVE**

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

**FYSIS FUND SICAV-SIF S.C.A.**

18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

**GBF SICAV-SIF**

14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### **JARAN CAPITAL FUND**

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

### **LINCOLN INVESTMENT FUND-SICAV-SIF**

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

### **MARATHON LES GRANDES JORASSES FUND SCA SICAV-SIF**

6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

### **MARATHON LES GRANDES JORASSES MASTER FUND SCA SICAV-SIF**

6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

### **MCF SICAV-SIF S.A.**

11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

### **TANGIBLE ASSETS SPECIALIZED PARTNERS S.C.A., SICAV-SIF**

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

### **THE ENTERPRISE EXPANSION FUND**

4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

### **THULE FUND S.A. SICAV-SIF**

31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange

## Radiations :

Les trente-et-un organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

### ■ OPC partie I Loi 2010 :

#### **ALLIANZ EURO GARANT**

6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

#### **ALLIANZ SHORT TERM PLUS**

6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

#### **ALLIANZ SYSTEMATIC RETURN DYNAMIC**

6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

#### **ISP INTERNATIONAL STOCK PICKING FUND**

2, place Dargent, L-1413 Luxembourg

#### **SECURIALIS**

15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

#### **STRATEGIE-AKTIV-FONDS**

18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

#### **TACTICAL INVESTMENT PRODUCT**

15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

#### **TRUST & TIMING**

15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

#### **VONTOBEL EXCHANGE TRADED STRUCTURED FUND**

69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

### ■ OPC partie II Loi 2010 :

#### **LEGG MASON FUNDS GLOBAL SERIES (LUXEMBOURG)**

145, rue du Kiem, L-8030 Strassen

#### **MAN RMF INVESTMENTS SICAV**

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

### ■ FIS :

#### **ALPSTAR CAPITAL FUNDS S.C.A.**

31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

**AQUILA SACHWERT-BASISFONDS III I (AGRAR) S.A.**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**BLACKROCK AGRICULTURE FUND**

2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

**BLACKROCK AGRICULTURE FUND-MASTER FUND**

33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange

**CBRE GLOBAL OSIRIS LUXEMBOURG FUND**

2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

**CHRONOS FCP-FIS**

23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

**CROSSROAD FCP-FIS**

23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

**DAYTONA FUND**

12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

**DYNAMIC PLUS EQUITY FUND (LUX) SIF SICAV S.A.**

2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

**ECMF SCA, SICAV-SIF**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**HEXAGONE & CIEL ACTIV FONDS (LUX) SIF SICAV S.A.**

2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

**IE 96 OPEN FUND**

1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**OUTLET MALL FUND**

4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

**PLANE STRATEGY FUND 3**

18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**PLOT FONDS ALTERNATIF B SIF SICAV S.A.**

2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

**PSD NÜRNBERG (FIS)**

4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

**PURE CONCEPT INVESTMENT FUND SICAV SIF**

412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**SEB 9 - SICAV-FIS**

4, rue Peterelchen, L-2370 Howald

**VENTURE 1 GLOBAL EQUITY (LUXEMBOURG) SIF SICAV S.A.**

2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

**WINGED LION FCP-FIS**

23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

### Retrait décidé par la CSSF :

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable BLACKPEAK INVESTMENT FUND de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés avec effet au 25 mars 2014 a été prise par la CSSF en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

### ■ LISTE DES SICAR

#### Inscription :

**ACAL PRIVATE EQUITY - SICAR S.C.A.**

2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Changement de dénomination :

MGP ARTEMIS S.A R.L. SICAR a changé sa dénomination en  
**BR ARTEMIS S.A R.L. SICAR**

### Changements d'adresse :

**AKUO INVESTMENT S.C.A. SICAR**  
25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**ALPHA PRIVATE EQUITY FUND 6 (SCA) SICAR**  
8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg

**AMBER TRUST II S.C.A., SICAR**  
412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

**DELTA SPAIN S.A R.L., SICAR**  
30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**GOTTEX MANAGEMENT S.A., SICAR**  
25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**GOTTEX US MANAGEMENT S.A R.L., SICAR**  
25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**IFE III SICAR**  
42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

**INTERMEDIATE FINANCE EUROPE II SICAR**  
42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

**NG PRIVATE EQUITY S.C.A. SICAR**  
2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

### ■ **LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010**

**Sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC**

### Inscription :

**SÖDEBERG & PARTNERS ASSET MANAGEMENT S.A.**  
5-11, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

### Changement d'adresse :

**SARASIN FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.**  
11-12, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

**Sociétés de gestion dont l'agrément couvre, en plus de l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC**

### Changements d'adresse :

**CARMIGNAC GESTION LUXEMBOURG**  
7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg

**NGAM S.A.**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

#### Retrait décidé par la CSSF :

Une décision portant retrait de la société de gestion ADYA FUND MANAGEMENT LUXEMBOURG de la liste officielle des sociétés de gestion agréées suivant l'article 125 du chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, avec effet au 21 mars 2014, a été prise par la CSSF en application de l'article 125-1 (5) (c) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

### ■ LISTE DES GESTIONNAIRES DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS AGRÉÉS SUIVANT LE CHAPITRE 2 DE LA LOI DU 12 JUILLET 2013

#### Inscriptions :

**AXXION S.A.**

15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

**COELI ASSET MANAGEMENT S.A.**

370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

**INTER FUND MANAGEMENT S.A.**

2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg

### ■ LISTE DES ÉMETTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

#### Inscriptions :

**NOM**

Lombarda Lease Finance 4 S.r.l.

Nile Finance Limited

**PAYS DU SIEGE**

Italie

Îles Caïmans

#### Radiations :

**NOM**

AES Gener S.A.

Arpeggio Investment Corporation S.A.

Cassa Centrale Raiffeisen dell'Alto Adige

HSBC Capital Funding (Euro 2) L.P.

Maison Capital Corporation

Omega Investments Cayman Limited

**PAYS DU SIEGE**

Chili

Luxembourg

Italie

Jersey

Îles Caïmans

Îles Caïmans

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### PLACE FINANCIERE

#### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (10/04/2014)	151	↗ 10 entités
	Somme des bilans (28/02/2014)	EUR 711,337 mia	↘ EUR 30,204 mia
	Résultat avant provision (31/12/2013)	EUR 5,24 mia	↗ EUR 0,45 mia
Etablissements de paiement	Nombre (10/04/2014)	7 dont 1 succursale	↗ 2 entités
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (10/04/2014)	6	↗ 1 entité
OPC	Nombre (14/04/2014)	Partie I loi 2010 : 1.826	↗ 18 entités
		Partie II loi 2010 : 510	↘ 31 entités
		FIS : 1.550	↗ 44 entités
		TOTAL : 3.886	↗ 31 entités
	Patrimoine global net (28/02/2014)	EUR 2.679,511 mia	↗ EUR 211,441 mia
Sociétés de gestion	Nombre (31/03/2014)	Chapitre 15 loi 2010 : 200	↗ 15 entités
		Chapitre 16 loi 2010 : 180	↘ 12 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (08/04/2014)	26	n/a
SICAR	Nombre (03/04/2014)	281	↗ 7 entités
Fonds de pension	Nombre (11/04/2014)	14	aucune variation
Organismes de titrisation agréés	Nombre (08/04/2014)	31	↘ 1 entité
Entreprises d'investissement	Nombre (07/04/2014)	109 dont 10 succursales	aucune variation
		Somme des bilans (28/02/2014)	↘ EUR 128 mio
		Résultat net provisoire (28/02/2014)	↘ EUR 114,53 mio
PSF spécialisés	Nombre (07/04/2014)	125	↗ 2 entités
		Somme des bilans (28/02/2014)	↗ EUR 894 mio
		Résultat net provisoire (28/02/2014)	↗ EUR 21,36 mio
PSF de support	Nombre (07/04/2014)	80	↘ 4 entités
		Somme des bilans (28/02/2014)	↗ EUR 44 mio
		Résultat net provisoire (28/02/2014)	↗ EUR 18,94 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (09/04/2014)	629	↘ 23 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (28/02/2014)	71 cabinets de révision agréés	↗ 1 entité
		227 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 4 personnes
		47 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers	↘ 4 entités
Emploi (31/12/2013)	Banques	26.237 personnes	↘ 300 personnes
	Sociétés de gestion (chapitre 15)	3.253 personnes	↗ 520 personnes
	Entreprises d'investissement	2.560 personnes	↘ 101 personnes
	PSF spécialisés	3.201 personnes	↗ 155 personnes
	PSF de support	8.971 personnes	↘ 52 personnes
	Total	44.222 personnes	↗ 222 personnes *

\*Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.